

**LETTRE D'INFORMATIONS COOPÉRATION MONDIALE**  
**Juin 2011**

**Dans cette édition**

**Montrer la voie vers un avenir durable**  
**Conférence Internationale du Travail Juin 2011**  
**Mise à jour de la politique sociale et économique de l'UNICEF**  
**Le Danemark montre l'exemple en matière d'aides de financement et de politiques**  
**E-nouveautés de l'UNRISD**  
**Gommer les frontières : action citoyenne dans les états et sociétés**

**Montrer la voie vers un avenir durable**

(De DESA News Juin 2011 - Vol. 15, N° 6)

<http://www.un.org/en/development/desa/newsletter/2011/june/feature.shtml#fea1>



M. Sha Zukang, sous-Secrétaire Général du Département des NU des Affaires Économiques et Sociales (DESA) a partagé son expérience, sa vision et ses espoirs avec DESA News. M Sha dirige le travail qui aboutira à Rio+20 (Rio de Janeiro, Brésil, du 4 au 6 juin 2012). M. Sha est le Secrétaire Général de Rio+20 – la Conférence 2012 des NU sur le Développement Durable.

**Quelle est votre vision en tant que Secrétaire Général de la Conférence des Nations-Unies sur le Développement Durable 2012 ?**

« Je suis un fervent partisan du développement durable et je pense que s'il existe un avenir pour notre civilisation, ce sera en parvenant au développement durable sur toute la planète. En tant que conférence consacrée au développement durable, j'espère que Rio+20 permettra de relancer notre monde sur une trajectoire durable. C'est, en résumé, ma vision. »

**Quel message souhaiteriez-vous transmettre aux gouvernements et organisations du monde entier à mesure que nous nous préparons pour Rio+20 ?**

« Je crois que Rio+20 est l'un des événements les plus importants de cette décennie. C'est un événement pour le monde entier ; il s'agit de demain, de l'avenir. Et le développement durable devrait être notre avenir commun. L'histoire nous a donné l'opportunité de marquer la différence. Faisons-le ensemble.

Rio+20 peut se résumer en 1, 2 et 3 :

- Un document politique centré sur le résultat ;
- Deux thèmes – une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel pour le développement durable ; et
- Trois objectifs – renouveler les engagements politiques, évaluer les lacunes lors de la mise en œuvre et identifier les nouveaux enjeux émergents.

Globalement, je souhaiterais que les gouvernements et organisations produisent deux types de résultats – au niveau politique, le renouvellement de leur engagement politique envers le développement durable ; au niveau de l'action, la mise en œuvre d'initiatives concrètes pour soutenir leur application. Ces initiatives pourraient être menées par des pays ou par les

nombreuses parties prenantes ; ou conduites par des organisations des NU, ou par le monde des affaires ou par la société civile.

Rio+20 devrait être un événement emblématique, avec une vaste participation sur le terrain. Nous le devons à nous-mêmes et aux générations à venir. »

**Quelles sont les chances de succès à Rio ? Êtes-vous optimiste ?**

« Une importante conférence internationale comme Rio+20 représente souvent une procédure difficile et complexe, car elle cherche à aborder des enjeux vastes et inter-connectés. Mais je suis optimiste. Je vois croître l'enthousiasme et la passion envers Rio+20. Les gouvernements sont de plus en plus engagés. Ils établissent des comités nationaux de coordination ou des groupes de travail. Les entreprises sont également impliquées. Elles ont créé un mécanisme consacré à Rio+20. Et les groupes de la société civile sont actifs. Beaucoup sont en train de se préparer pour mettre en œuvre des initiatives avant Rio ou pendant Rio.

Important également, Rio+20 offre l'opportunité de donner une impulsion au développement durable pendant qu'il est temps. Rio+20 peut, et j'espère que ce sera le cas, rester dans l'histoire comme un événement ayant donné l'impulsion nécessaire pour relancer le monde sur le chemin du développement durable.

Bien qu'il reste des lacunes sur la manière de procéder, les gouvernements s'accordent à dire que la gouvernance environnementale régnant actuellement au niveau international est fragmentée et qu'il est nécessaire de parvenir à un meilleur équilibre entre le gouvernement et les trois piliers du développement durable. Bien qu'il existe des préoccupations concernant l'économie verte, en matière de commerce, d'aide et de construction de capacité, les pays s'accordent à penser qu'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté peuvent être une voie importante pour accélérer le développement durable. »

**À votre avis, quels sont les nouveaux enjeux ?**

« Au cours des discussions préparatoires, les délégués ont identifié un certain nombre de nouveaux enjeux émergents.

Bien que nombre de ces enjeux soient connus, ils ont pris une nouvelle ampleur. On peut citer comme exemple le besoin d'améliorer la préparation aux catastrophes, au vu de la fréquence et de la gravité croissantes des catastrophes naturelles.

D'autres exemples incluent l'énergie (accès à l'énergie, efficacité énergétique, énergie renouvelable), l'eau (stress hydrique et pénurie d'eau), la dégradation des terres (érosion des sols), la dynamique démographique, l'urbanisation, l'agriculture durable, l'océan et la pêche (l'économie bleue) et d'autres encore.

Je crois que Rio+20 devra aborder ces nouveaux enjeux. Il faut parvenir à un accord sur les mesures et engagements qui sont susceptibles d'accélérer l'application pour y parvenir. »

**Comment se déroule votre mission de Secrétaire Général de la Conférence ?**

« Ce n'est pas facile. C'est un dur labeur, mais je n'ai pas peur des durs labeurs, car je travaille assidument. Il est certain qu'il existe une multitude de frustrations. Le manque de financement est l'une d'elles.

Malgré les frustrations, je compte également sur une solide équipe qui travaille avec moi et me soutient, ce qui rend ce travail plus agréable. »

**Pour de plus amples informations :**

La Conférence des Nations-Unies sur le Développement Durable, Rio+20 :

<http://www.uncsd2012.org/rio20/>

Sha Zukang, Secrétaire Général de la Conférence des Nations-Unies sur le Développement Durable 2012 et sous-Secrétaire Général du DESA :

<http://www.un.org/en/development/desa/usg/index.shtml>

**Conférence Internationale du Travail Juin 2011**

Lors de la clôture de la 100<sup>ème</sup> Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Directeur Général de l'OIT, Juan Somavia, a fait référence à une « nouvelle ère de justice sociale ». Il a déclaré « Je crois que les futurs délégués regarderont derrière eux avec orgueil et diront : j'étais présent à la 100<sup>ème</sup> CIT, lorsque les fondations d'une nouvelle ère de justice sociales

ont commencé à émerger... lorsque la dignité des travailleurs nationaux a été défendue, lorsque le nouveau concept de socle de protection sociale a été accepté, lorsque d'importants leaders mondiaux nous ont affirmé une fois de plus que nos voix, valeurs et actions étaient nécessaires pour parvenir à un monde plus stable. »

Dans son rapport sur la CIT, M. Somavia a fait référence à la Déclaration de Copenhague sur le Développement Social de 1995, qui commençait comme suit : « Nous reconnaissons que la population mondiale a montré de plusieurs manières l'existence d'un besoin urgent de résoudre de graves problèmes sociaux, et en particulier la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale, qui affectent tous les pays... Nous partageons la conviction que le développement social et la justice sociale sont indispensables pour atteindre et maintenir la paix et la sécurité au sein de et entre les nations... Nous sommes intimement convaincus que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont des composants inter-dépendants du développement durable et qu'ils se renforcent mutuellement, ce qui constitue le cadre de nos efforts afin de parvenir à une meilleure qualité de vie pour tout le monde. » (paragraphe 53). Pour lire l'intégralité du rapport de M. Somavia

[http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/100thSession/reports/reports-submitted/WCMS\\_155656/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/100thSession/reports/reports-submitted/WCMS_155656/lang--en/index.htm) (dans toutes les langues des NU).

### **Protection sociale, sécurité sociale**

La Conférence incluait une discussion sur l'un des objectifs stratégiques de l'OIT, la protection sociale, spécifiquement tournée vers la sécurité sociale. Le rapport de la Conférence intitulé « La sécurité sociale pour une justice sociale et une mondialisation équitable », a tenu lieu de base de discussions lors d'un comité tripartite de la Conférence, résume les principales tendances de la sécurité sociale dans le monde et identifie les questions clés pour l'avenir de la sécurité sociale, y compris l'extension de la couverture de sécurité sociale et l'initiative de Socle de Protection Sociale des NU ; l'adaptation des systèmes de sécurité sociale aux structures mouvantes et aux crises démographiques, économiques et sociales ; le financement durable de la sécurité sociale, qui inclut des mesures efficaces et équitables en matière de contrôle des coûts dans les pays dotés de systèmes de sécurité sociale expérimentés ; les options visant à accroître l'espace consacré à la protection sociale dans les pays en développement ; et veiller à l'adéquation économique et sociale de la sécurité sociale.

<http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/100thSession/on-the-agenda/social-protection/lang--en/index.htm> (en Arabe, Chinois, Anglais, Français, Allemand, Russe et Espagnol)

### **Mise à jour de la politique sociale et économique de l'UNICEF, juin 2011**

L'édition de juin de la mise à jour de l'UNICEF était axé sur la protection sociale. Au cours de ces dernières années, la [protection sociale](#) a émergé comme un important et nouveau centre d'attention des efforts visant à réduire la pauvreté dans le monde. Les crises économique et alimentaire ont souligné l'urgence de protéger les populations des chocs et le besoin de développer des systèmes inclusifs pendant la période actuelle de reprise. L'UNICEF soutient les efforts de 76 pays en matière de protection sociale.

#### **Documents et publications sur la protection sociale**

- Protection Sociale : Accélérer les ODM avec équité,, Isabel Ortiz, Gaspar Fajth, Jennifer Yablonski et Amjad Rabi [http://www.unicef.org/socialpolicy/index\\_55915.html](http://www.unicef.org/socialpolicy/index_55915.html)
- Protection Sociale pour tous – un Agenda en faveur de la croissance et des droits des enfants, Timo Voipio [http://www.unicef.org/socialpolicy/index\\_57385.html](http://www.unicef.org/socialpolicy/index_57385.html)
- Améliorer la Protection Sociale pour la prévention, le traitement, les soins et l'appui en matière de HIV, UNAIDS et UNICEF [http://www.unicef.org/aids/files/Social\\_Protection\\_Brief\\_LowresOct2010.pdf](http://www.unicef.org/aids/files/Social_Protection_Brief_LowresOct2010.pdf)
- Malawi : Rapport d'Évaluation de l'Impact, Évaluation externe du programme pilote Mchinji de transfert de liquidités, Candace Miller, Maxton Tsoka et Kathryn Reichert [http://childresearchpolicy.org/images/Impact\\_Evaluation\\_Report\\_Final\\_August.pdf](http://childresearchpolicy.org/images/Impact_Evaluation_Report_Final_August.pdf)

- Déclaration sur le Protection Sociale sensible à l'enfance, disponible au [http://www.unicef.org/socialpolicy/index\\_53801.html](http://www.unicef.org/socialpolicy/index_53801.html) Anglais, Français et Espagnol.

### **Outil de calcul des coûts du Socle de Protection Social**

L'outil de calcul des coûts de la protection sociale de l'UNICEF-OIT permet de calculer les coûts de diverses mesures de protection sociale et contribue à examiner l'accessibilité et la pérennité de la portée croissante et du contexte de la couverture de protection sociale en fournissant des chiffres quantitatifs sur une période de 20 ans. L'outil peut être utilisé pour analyser tant les prestations existantes que celles prévues en matière de protection sociale.

[http://www.unicef.org/socialpolicy/index\\_56917.html](http://www.unicef.org/socialpolicy/index_56917.html)

### **Le Danemark montre l'exemple en matière d'aides de financement et de politiques**

(Extraits de *Quoi de neuf à l'OCDE* 1<sup>er</sup> juin 2011)

L'aide publique au développement allouée par le Danemark s'établit à 2.87 milliards USD, soit 0.90 % de son produit national brut. Le Danemark qui est l'un des cinq donateurs les plus généreux, en pourcentage de l'ensemble de son économie, dépasse chaque année, depuis 1978, l'objectif de 0.7 % du RNB fixé par les Nations Unies. Il joue aussi un rôle de chef de file avec son approche du développement : coopération avec les États fragiles, fourniture d'une aide humanitaire et au développement efficace, ainsi qu'une large place faite à l'équité entre les sexes et à la lutte contre le changement climatique.

Conformément aux bonnes pratiques en matière d'aide au développement, le Danemark a entrepris de réduire le nombre de pays et d'organismes multilatéraux auxquels il apporte un soutien, et son aide est transparente et prévisible. Il prend aussi davantage de « risques » - en collaborant avec les États fragiles sur les questions de gouvernance, et en se concentrant davantage sur l'emploi, l'égalité entre les sexes, la démocratie et l'environnement. Les auteurs de l'Examen recommandent au Danemark de ne pas se désengager de certains pays sans une planification préalable et de mieux former les agents affectés dans des zones très risquées.

Afin de préserver le soutien de l'opinion publique au développement, il est recommandé au Danemark de démontrer qu'il contribue à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays pauvres. Cette « bonne nouvelle » aiderait le personnel chargé des questions de développement à mieux communiquer avec le public par l'intermédiaire des médias. Le Danemark, devant assurer la présidence de l'UE en 2012, devrait aussi saisir cette occasion pour faire en sorte que les politiques de l'UE répondent aux aspirations des pays en développement, ces derniers devant eux aussi être mieux à même de relever les défis mondiaux. L'Examen a été rédigé par le secrétariat de l'OCDE et revu par des collègues appartenant à des pays membres du CAD, comme le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande. Pour obtenir une copie de cet Examen - [http://www.oecd.org/document/59/0,3746,en\\_2649\\_37413\\_47834427\\_1\\_1\\_1\\_37413,00.html](http://www.oecd.org/document/59/0,3746,en_2649_37413_47834427_1_1_1_37413,00.html)

### **E-nouveautés de l'UNRISD**

L'Institut de Recherche des Nations-Unies pour le Développement Social élabore une « lettre d'information électronique » très intéressante, que vous pouvez également recevoir en contactant [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org) Dans la dernière édition, Katja Hujo communique sur le financement durable de politiques sociales. « Les débats politiques sur la mise en œuvre et l'expansion des politiques sociales dans les pays en développement abordent souvent les coûts et la viabilité. Certains soutiennent que les pays pauvres ne sont pas en mesure de fournir des services sociaux publics en raison du manque de ressources financières. Les études de l'UNRISD démontrent toutefois que les politiques sociales universelles ne sont pas seulement plus économiques, mais elles procurent aussi de meilleurs résultats en matière de développement social. » [Pour en lire davantage.](http://www.unrisd.org/unrisd/website/newsview.nsf/(httpNews)/D81C0EF0D98B7BFBC12578A200596D4F?OpenDocument) ([http://www.unrisd.org/unrisd/website/newsview.nsf/\(httpNews\)/D81C0EF0D98B7BFBC12578A200596D4F?OpenDocument](http://www.unrisd.org/unrisd/website/newsview.nsf/(httpNews)/D81C0EF0D98B7BFBC12578A200596D4F?OpenDocument) Pour lire l'intégralité du résumé : [http://www.unrisd.org/80256B3C005C2802/\(Newsletters\)/62F53A20BBB66D2FC12578A200590E74?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005C2802/(Newsletters)/62F53A20BBB66D2FC12578A200590E74?OpenDocument)

## **Gommer les frontières - action citoyenne dans les états et sociétés**

Un projet de recherche de dix ans sur l'étude des principales causes mondiales a trouvé 150 exemples différents sur la manière dont les citoyens franchissent la frontière entre l'état et la société pour influencer les institutions affectant leurs vies.

Des chercheurs du Centre de Recherche sur le Développement tourné vers la Citoyenneté, la Participation et la Prestation de comptes a passé une décennie à travailler avec des citoyens du monde entier qui entreprennent des actions pour secouer les institutions affectant leurs vies. Les chercheurs ont été envoyés à des douzaines d'associations locales : coopératives, groupes de femmes, assemblées religieuses, et autre organisations civiques.

Ils ont visité les bureaux des mouvements et réseaux qui exercent une pression sur les gouvernements nationaux et les acteurs internationaux afin de promouvoir les changements en leur nom. Ils ont assisté, en qualité d'observateurs, aux forums publics auxquels les états avaient convié les citoyens à exprimer leurs préoccupations et intérêts, à débattre des solutions et à collaborer – une vaste gamme de scénarios de participation comme les conseils sanitaires, les organes législatifs locaux et les forums sur les politiques.

Lors de ce processus, une découverte a été faite, simple mais d'importance. Les citoyens les plus efficaces sont les plus versatiles : ce sont ceux qui traversent les frontières. Ils se déplacent entre le local, le national et le mondial, emploient de nombreuses techniques, agissent comme des alliés et adversaires de l'état, et mettent en œuvre leur capacité à protester et à s'associer à des moments clés et dans divers points d'entrée institutionnels.

Les leçons à retenir de ce projet unique sont résumées dans un rapport. Visiter **[www.drc-citizenship.org](http://www.drc-citizenship.org)** pour télécharger ce rapport ou d'autres documents.

Le contenu de cette Lettre d'Informations Mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source en soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la Lettre d'Information : Denys Correll, Directeur Exécutif

PO Box 28957

Kampala Ouganda

Tél. : +256 414 32 11 50

Site web [www.icsw.org](http://www.icsw.org) E-mail : [icsw@icsw.org](mailto:icsw@icsw.org)

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre d'informations, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail.